

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 127 (1982)
Heft: 9

Artikel: Quelques réflexions hétérodoxes sur l'atlantisme : un mal nécessaire?
Autor: Grass, Gaspard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344472>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un mal nécessaire? **par le premier-lieutenant Gaspard Grass**

« Celui qui évite de prendre une décision sera forcé par ses adversaires d'en prendre une aux conditions qu'ils lui dicteront. »

MACHIAVEL

Il peut y avoir une certaine équivoque, pour un officier suisse, à parler de l'atlantisme comme s'il nous concernait directement. Evidemment, la Suisse est neutre. Elle n'est pas liée officiellement à l'OTAN. Il n'en reste pas moins que nous sommes actuellement englobés dans la sphère d'influence américaine de l'Europe. Nous le sommes culturellement, politiquement et économiquement (la politique, sous son aspect actuel, n'étant en fait qu'une gestion à court terme, profondément liée aux intérêts socio-économiques et dépourvue de projet et de volonté politiques proprement dits). Imitant en cela les membres de la classe politique et économique, de nombreux officiers ne cachent pas leur sympathie pour ce qu'il est convenu d'appeler, depuis la guerre froide, le monde libre, ils vont suivre des cours militaires aux Etats-Unis et raisonnent, quant à la stratégie ou à la désignation de l'ennemi principal, en termes de collaboration avec l'Alliance. Néanmoins, pour clarifier les choses, je précise ici que je parle en qualité d'Européen.

Il y a chez nous des partisans

inconditionnels de l'atlantisme. Mais ils sont plutôt rares. La volonté d'indépendance demeure très forte, et il faut s'en réjouir. La plupart du temps, on se contente de voir en l'atlantisme un mal nécessaire.

Qu'il soit un mal, nous en tombons d'accord, et je le démontrerai. Mais est-il nécessaire? Je crois qu'il s'agit là – qu'on me pardonne l'expression – d'un raisonnement de paresseux. Le respect d'un statu quo et l'abdication constituent en général à court terme la solution facile, celle qui exige le moins d'efforts. Surtout lorsque la carence de puissance politique et le désarmement culturel sont compensés par un bien-être matériel propre à engourdir les esprits dans ce que Heidegger nommait un idéal de pâture. S'endormir dans la douce quiétude du protectorat est infiniment plus aisé que se hasarder sur la voie aventureuse de la souveraineté et de la puissance. C'est la première voie qu'ont choisie la plupart des gouvernements d'Europe depuis 1945 – à quelques exceptions près, Charles de Gaulle par exemple – et les militaires ont emboîté le pas. Voyons leurs arguments.

L'Europe seule, disent les atlantistes, est impuissante devant l'URSS. A cela, je répliquerai quatre choses.

L'image de l'URSS en Occident: le mythe du «danger imminent»

Primo: Il me semble très improbable que l'URSS envahisse l'Europe occidentale dans l'immédiat. La Pologne, dont on a tant parlé à grand renfort de cris alarmistes, n'infirme nullement mon opinion. Ce pays est satellite de l'URSS, avec la bénédiction des Anglo-Saxons, depuis Yalta. L'intervention russe n'est donc qu'une affaire intérieure qui n'a compromis à aucun moment la sécurité de l'Europe occidentale et le respect du statu quo. Les seuls fauteurs de guerre, lors de cette affaire, auraient pu être les croisés des Droits de l'homme, prêts à mourir une nouvelle fois pour Danzig. Mais leurs efforts n'ont pas abouti.

Les rapports entre les Grands: une complicité qui prime l'hostilité

Secundo: Le catastrophisme véhiculé par les médias de l'Ouest à chaque mouvement du colosse russe et, inversement, les dénonciations perpétuelles de l'agressivité américaine à Moscou ne pourraient bien être, en définitive, que la réactivation périodique et voulue d'un mythe destiné à justifier la domination des Grands sur leurs satellites respectifs, de part et d'autre du rideau de fer. Un affronte-

ment direct entre les Grands serait suicidaire pour eux et ils ne s'y risqueront certainement pas. (Ils se contentent d'avancer leurs pions, par satellites interposés, dans les régions non partagées à Yalta comme l'Afrique, l'Asie, l'Amérique centrale et méridionale, c'est-à-dire les régions périphériques.) En revanche, une fois le spectre d'un affrontement direct écarté, la présence de troupes américaines et russes en Europe occidentale, centrale et orientale perdrait toute raison d'être aux yeux des Européens.

Patton fonçant vers Moscou en 1945, voilà un fantasme qui ne hante guère que les esprits fermés à la compréhension des accords de Yalta. Les deux Grands savent fort bien s'entendre lorsqu'un tiers menace leur condominium. Ils savent en particulier fort bien ce qu'ils font en poussant à la signature des traités de «non prolifération des armes nucléaires», dont le but, qui n'a rien de philanthropique, est de leur réserver le quasi-monopole desdites armes.

Les raisons du sous-développement politico-militaire de l'Europe

Tertio: L'Europe a les moyens humains, technologiques, industriels, culturels, etc., de redevenir une puissance mondiale. A ce sujet, je m'empresse de préciser deux points. Tout d'abord, un système dans lequel trois ou quatre blocs domineraient le monde, et non plus deux, serait

infiniment plus propice à l'établissement d'une paix mondiale durable; l'Europe pourrait à ce moment-là jouer le rôle d'arbitre, non pas d'arbitre impuissant et moralisant à la manière de la défunte Société des Nations, mais en tant que puissance respectée et pacifique. Les «no man's land», les «ventres mous» du monde sont plus dangereux pour la paix que les régions bien défendues. Le danger, ce n'est pas la puissance, mais la faiblesse dont un adversaire peut être tenté de profiter. En outre, la reconquête de la souveraineté ne signifierait pas non plus l'adoption d'une politique agressive et conquérante. En effet, ce n'est qu'en redevenant puissante que l'Europe pourrait, sans préjudice pour sa sécurité, conclure d'égal à égal des pactes d'amitié et de coopération, notamment avec l'Union soviétique, dont la solidarité géopolitique et économique avec l'Europe est évidente au premier coup d'œil jeté sur la carte. Cela posé, il faut souligner que si l'Europe occidentale est encore un nain dans les domaines politique et militaire (tout comme le Japon d'ailleurs), c'est justement parce que, traumatisée par la Seconde Guerre mondiale, elle s'est cantonnée dans les valeurs marchandes importées du monde anglo-saxon, n'aspirant qu'à se laisser absorber politiquement, militairement et culturellement par les Américains.¹

Il se trouve aujourd'hui encore des personnes pour regretter que les USA

n'aient pas conservé leur suprématie et qu'au lendemain de la guerre une «pax americana» n'ait pas vu le jour. Cette nostalgie d'une tentative morte dans l'œuf appelle plusieurs remarques. Tout d'abord, je doute fort que les Etats-Unis aient en eux-mêmes le format, le caractère, les qualités nécessaires aux fondateurs de véritables empires, qualités que possédaient les Romains par exemple. Il y aurait là matière à de longs développements. Mais ceux-ci nous entraîneraient trop loin du domaine politico-militaire et ils n'ont pas leur place ici. Ce qui peut être relevé en revanche, dans le cadre de cette étude, c'est que l'extension planétaire de la domination politique et militaire américaine ainsi que l'extension planétaire des valeurs d'outre-Atlantique auraient eu sans doute des conséquences encore beaucoup plus fâcheuses que le système bipolaire de Yalta. Je pense que, nonobstant la complicité américano-soviétique exprimée plus haut et motivée par la nécessité de maintenir et de consolider les zones d'influence

¹ On m'a objecté que l'adhésion à l'Alliance atlantique par nécessité militaire n'implique aucunement l'adhésion aux valeurs d'outre-Atlantique. J'en doute fort. C'est oublier que la domination militaire est un instrument de domination économique, culturelle, politique, etc. Tout se tient. Avoir besoin d'un pays pour se défendre et lui abandonner la possession quasi exclusive des armes atomiques, ce n'est pas être allié, mais sujet. Et cela ne peut qu'avoir des répercussions fâcheuses sur le moral du sujet. Or c'est de moral, de volonté dont l'Europe a besoin aujourd'hui. Dans tous les domaines.

acquises, la présence de l'URSS constitue malgré tout – et paradoxalement – un obstacle au nivellement planétaire et à la mort des peuples en tant qu'entités originales et différentes faisant la richesse du monde. La «pax americana» aurait été ce royaume de juges et de coupables dont j'ai déjà parlé (cf. RMS, N° 5, mai 1982) et dont j'ai dit ce que je pensais.

L'atlantisme a anesthésié les Européens. Il les a endormis dans la sécurité illusoire du protectorat, il est le grand responsable du sous-développement politico-militaire de l'Europe occidentale de l'après-guerre. Il est assez cocasse, comme le relevait récemment un officier français, le général Gallois, que les Américains reprochent aux Européens une faiblesse militaire qu'ils ont eux-mêmes créée par la limitation des armements nucléaires, la garantie de protection (et l'exportation des valeurs marchandes!).

Le protectorat américain ne garantit même pas notre sécurité

Quarto: Si l'atlantisme a empêché l'Europe occidentale de redevenir indépendante et forte, on aurait pu au moins attendre de l'OTAN une garantie absolue de sécurité. Or il n'en est rien. L'Europe est simplement devenue un glacis de l'«Empire» américain. A ce propos, comment ne pas comprendre les pacifistes allemands si dénigrés? Que signifierait pour l'Allemagne une guerre contre

l'URSS sinon une destruction complète de ce pays ravalé au rang de champ de bataille des Grands – les territoires de ces derniers étant sanctuarisés, à l'abri des bombes –? Le «parapluie» américain apparaît de plus en plus illusoire, et l'OTAN se révèle en grande partie inadaptée à une guerre éventuelle. Je compte m'étendre plus particulièrement sur ce point à l'occasion. En outre, comme je l'ai déjà maintes fois souligné ici-même, l'OTAN, en liant artificiellement deux continents aux intérêts naturels, géopolitiques, culturels, économiques, etc., diamétralement opposés, risque d'entraîner les Européens dans des conflits contraires à leurs intérêts et dont les affaires de la Pologne, des Jeux de Moscou et de l'Iran nous ont donné un avant-goût.

Résumons

L'hostilité mutuelle des deux Grands est une réalité (les Européens pourraient d'ailleurs l'utiliser à leur profit). Mais elle n'empêche nullement leur complicité face à des tiers. Le spectre d'un improbable conflit sert surtout à justifier l'occupation des deux zones délimitées à Yalta. L'Europe a les moyens de redevenir une grande puissance. Elle a renoncé à ce projet sous la pression des Grands et par attrait de la facilité. Adoptant les valeurs marchandes, elle s'est condamnée à la dissolution sociale, à la misère culturelle, à l'effritement de sa volonté historique

et de ses valeurs, et à l'incapacité de désigner son ennemi (ce dernier point étant, selon Carl Schmitt, une fonction primordiale de l'action politique, pour ne rien dire du domaine militaire). Atlantisme rime avec renoncement. Il est donc bien un mal. Mais il ne demeurera nécessaire qu'aussi longtemps que les Européens n'auront pas la volonté de prendre leur destin en main.

Une alternative réaliste au protectorat

La question qui se pose dès lors est la suivante (je cite l'un de mes correspondants): «Avons-nous actuellement une alternative réaliste à l'OTAN?» La réponse est évidemment non. Et l'on voit mal nos alliés américains nous en faire cadeau! Tant que les Européens se diront que le «parapluie» nucléaire américain est encore ce qu'il y a de mieux en attendant, ils continueront d'attendre, car cela les dispensera de vouloir et d'agir. Et d'ailleurs ils ne savent pas ce qu'ils attendent.

Il est évident que la création d'une alternative à l'OTAN a pour condition préalable l'éclosion d'une volonté politique, d'un projet à long terme. Que la société et les gouvernements occidentaux actuels paraissent peu aptes à faire éclore un tel projet n'a en soi rien d'inattendu, mais rien non plus qui nous autorise à adopter une attitude pessimiste. Les gouvernements socio-démocrates actuels n'ont pas de projet politique à proprement

parler. Ils ne sont pas «donneurs de sens», «fondateurs de mythes mobilisateurs». Ils sont presque uniquement préoccupés par la recherche d'une bonne image de marque, ce qui les conduit à privilégier exclusivement le domaine socio-économique, la gestion au jour le jour². Le fait qu'ils dépendent presque exclusivement de l'opinion, et par conséquent de l'image qu'en donnent les médias, les rend vulnérables à un changement de mentalité. Et un tel changement de mentalité pourrait bien survenir plus tôt qu'on ne le pense communément.

La pensée de l'intelligentsia achève dans la désillusion un cycle dont on n'a pas très souvent une conscience claire. La guerre du Viêt-nam suscita, dans les années soixante, une forte vague néo-marxiste qui régna en maîtresse sur les cerveaux durant la fameuse décennie 1968-1978. Malgré un anti-américanisme de façade et un appui systématique à la politique extérieure de l'URSS (cf. Angola), l'essence de ce mouvement révélait nettement sa provenance d'outre-Atlantique: culte de la fraternité universelle négatrice des identités collectives, messianisme de type biblique annonçant l'avènement d'un

² Ils secrètent l'antimilitarisme et l'individualisme extrême beaucoup plus qu'ils ne sont subvertis par eux. On ne soulignera jamais assez que les phénomènes de type gauchisme 1968-1978, loin d'avoir été importés des pays communistes, ont leur racines dans la société libérale. Que lesdits mouvements aient bénéficié d'un certain soutien logistique de la part des pays de l'Est ne change pas grand-chose à l'affaire.

monde sans guerres, soif de la fin de l'Histoire, régression néo-rousseauiste dans le catastrophisme écologiste, critique des pays de l'Est jugés trop peu égalitaires, trop mous face au Mal, traîtres à la parole de Marx, etc. Puis vint la désillusion, notamment avec les «nouveaux philosophes» qui, bien que n'étant ni «nouveaux» ni «philosophes», eurent au moins le mérite de montrer que les théories de Marx avaient fort peu de chances d'aboutir à autre chose qu'au «centralisme démocratique». On remonta alors jusqu'à la source première, au monothéisme (B.-H. Lévy), à la morale biblique, aux Droits de l'homme, autre théorie d'inspiration américaine. On s'enthousiasma pour le socialisme syndicalo-catholique d'un Lech Walesa³.

On en est revenu au point de départ. La boucle est bouclée. Dès lors, il apparaît nécessaire de chercher ailleurs. De nombreux signes de ce changement se manifestent: la prise de conscience de plus en plus aigüe des identités nationales et de la nécessité de l'enracinement, la critique de la désagrégation sociale et de l'amnésie historique dans les sociétés libérales, la prise de conscience de la solidarité géo-économique qui lie

³ Ceux qui arborent le macaron de «Solidarité» dans l'idée de contester la puissance soviétique oublient en général que Lech Walesa, loin de s'opposer au socialisme, est un partisan décidé du système autogestionnaire, d'un socialisme revenu à ses sources premières.

l'Europe et l'Est. J'ajouterai la venue au pouvoir dans certains pays, comme la France, de gouvernements porteurs d'idéologies déjà nettement en déclin dans l'intelligentsia, un signe des plus révélateurs de l'essoufflement desdites doctrines.

L'éclosion d'une nouvelle mentalité permettra l'adoption d'une politique de grande envergure dont on ne peut prévoir toutes les péripéties car elle devra être empirique, mais dont on peut d'ores et déjà tracer les lignes directrices:⁴

- Désengagement progressif à l'Ouest (retrait de l'Allemagne de l'OTAN, refus de l'alignement économique et politique, affirmation culturelle), mise à profit des rivalités des Grands, des tendances «californiennes» aux USA.
- Union étroite franco-allemande, mise en commun du potentiel militaire de ces deux pays, unité d'action politique. Constitution du noyau central, du pilier principal de l'Europe.
- Politique d'ouverture à l'Est, utilisation efficace de la monnaie d'échange que représentent la technologie et l'économie de l'Europe occidentale. L'URSS comme marché et réservoir de matières premières.
- Alliance avec le monde arabe et rapprochement avec le Tiers Monde non aligné.

⁴ Je les mentionnais déjà dans la RMS, N° 6, juin 1980, p. 330.

– Activité diplomatique de grande puissance vis-à-vis des Grands.

Là encore, des signes très nets montrent que cette politique s'ébauche petit à petit. Les Etats-Unis la redoutent. Ils sentent que l'Alliance atlantique ne repose sur aucune convergence profonde d'intérêts (du strict point de vue militaire, l'Europe est une puissance continentale, les Etats-Unis une puissance maritime). Et il n'est guère étonnant que les commentateurs de nos médias soient de plus nombreux à dénoncer ce qu'ils appellent les machinations de l'URSS en vue de séparer les Européens des Américains.

Nous vivons une période charnière. Il faudra suivre avec une attention soutenue les événements de ces

prochaines années, voire de ces prochains mois. En particulier, l'orientation future de la politique soviétique qui pourra jouer un rôle décisif. L'après-guerre de 39-45 s'estompe rapidement. Pour garder l'esprit lucide (et ce n'est pas chose commode en notre temps de surinformation, où de surcroît les médias se plaisent à brouiller les cartes), il faut abandonner les schémas périmés, les vieux réflexes pavloviens, le prêt-à-porter idéologique de l'après-guerre.

Ce n'est qu'à cette seule condition que nous pourrons prendre les décisions correctes lorsque viendra le moment de choisir. Quand nous ne pourrons plus faire autrement.

G.G.

On ne résiste pas avec des bicyclettes et des branches de muguet.

GEORGES-ANDRÉ CHEVALLAZ